

"Il faut reconnaître publiquement les violences policières" : la gestion des manifestations par Philippe Close et Willy Demeyer remue le PS

La Libre - Adrien de Marneffe et Nicolas Gobiet - 24-10-2026

Extraits. Article complet réservé aux abonnés.

<https://www.lalibre.be/belgique/politique-belge/2026/10/24/il-faut-reconnaitre-publiquement-les-violences-policieres-la-gestion-des-manifestations-par-philippe-close-et-willy-demeyer-remue-le-ps-3TEAS5WLPNCR7PE4HJOV245OSM/>

Entre gestion du maintien de l'ordre par ses bourgmestres et dénonciations de violences policières relayées par ses jeunes députés, le PS fait face à un vif débat interne.



©cameriere ennio

La gestion des manifestations à Bruxelles et à Liège ne se contente pas de fracturer la gauche : elle provoque aussi de vives tensions au sein même du Parti socialiste.

Lors d'une table ronde organisée par la *Revue Politique*, le député bruxellois Martin Casier (PS) a ouvertement critiqué la gestion policière sous l'autorité des bourgmestres socialistes Philippe Close (Bruxelles-Ville) et Willy Demeyer (Liège).

Contacté par *La Libre*, le parlementaire assume. "Certes, dit-il, **il y a eu des violences du côté des manifestants**. Mais à Liège et à Bruxelles, nous avons aussi observé des violences policières manifestes. Je ne parle pas de 'casseurs en uniforme', mais j'ai vu des images d'agents s'acharner sur des hommes à terre. C'est inacceptable. Il faut reconnaître publiquement ces faits."

La critique touche une corde sensible. D'autant que dans les deux villes, la police opère sous l'autorité directe de bourgmestres socialistes. Or, au sein du parti, le refus notamment de Philippe Close d'employer le terme de "*violences policières*" fait débat. Sollicité, ce dernier n'a pas souhaité réagir.

"Les manifestations ne sont pas une guerre civile"

Le sujet s'invite désormais dans les instances politiques. Ce vendredi, le groupe PS du Parlement bruxellois a consacré une réunion à cette question. Avant de communiquer leur position, dans l'après-midi, sur ses réseaux sociaux. "*Les manifestations ne sont pas une guerre civile. Il y a un problème dans la police, avec des policiers qui vont trop loin dans l'usage de la violence. Ils doivent être sanctionnés*", abonde l'élus bruxellois Yannick Piquet (PS).

"Chaque fois que des plaintes sont déposées auprès du [Comité P](#), elles font l'objet de procédures", nuance de son côté Martin Casier, réfutant tout "*couvercle politique*". La "police des polices" confirme d'ailleurs à *La Libre* avoir reçu 23 plaintes après la manifestation nationale du 9 octobre à Bruxelles et 4 relatives aux cortèges liégeois du début du mois.

Le débat illustre le clivage croissant entre des bourgmestres ancrés dans une logique d'ordre public et des élus, souvent jeunes et plus sensibles à la question des violences policières.

Les images de casse que j'ai pu voir étaient épouvantables.

Willy Demeyer (PS), bourgmestre de Liège.

Face aux critiques, [Willy Demeyer](#) rappelle la complexité de l'exercice, mais regrette que la réalité du maintien de l'ordre soit parfois méconnue au sein de sa propre famille politique. "*Je comprends que cette situation puisse poser question. Je me pose moi-même la question. Mais les images de casse que j'ai pu voir en ma qualité d'officier de police administrative étaient épouvantables. Les casseurs se répandaient comme une traînée de poudre dans toute la ville. J'ai été amené, d'une manière proportionnée et graduelle, à prendre l'avant-dernière mesure à ma disposition dans le cadre de la loi : une interdiction partielle de rassemblement (NdLR : la dernière mesure étant le couvre-feu). Résultat : les émeutes ont cessé. À ma connaissance, il n'y a pas eu de blessés chez les manifestants. Toute personne qui estime avoir été abusivement contrôlée ou arrêtée sera entendue.*"

Le scrupule

Jean Spinette (PS), bourgmestre de Saint-Gilles, défend, lui aussi, un regard nuancé sur la fonction : "*Un député a le droit de ne pas être d'accord avec un bourgmestre. C'est un débat sain. A priori, je suis plutôt partisan d'une logique à la Martin Casier, mais j'ai été*

confronté au principe de réalité en étant de l'autre côté de la ligne de front. Et les deux parties ont raison."

Pour l'édile, ce tiraillement fait partie de l'identité socialiste. *"L'important pour nous, c'est le scrupule, explique-t-il. Le mot vient du petit caillou qu'avait le soldat romain dans sa sandale et qui l'obligeait à se poser les bonnes questions. Peut-être que Martin est ce petit caillou dans la chaussure."*

Mais Jean Spinette met aussi en garde contre les procès en compromission : *"On tire toujours sur le social-démocrate qui se pose des questions. Ensuite, la droite et l'extrême droite vont en tirer profit en disant : 'Vous voyez, ils sont mous du genou : la solution, c'est nous'. J'aimerais qu'on ne valide pas ce discours, qui veut que le bourgmestre socialiste est allié de la droite ou qu'il en est l'idiot utile. Non, le social-démocrate est le garant de la protection des biens et des personnes, des citoyens, de sa communauté."*

Et au sommet du parti ?

Au sommet du parti, le président Paul Magnette s'efforce de tenir cette ligne de crête : *"La violence de manifestants qui brûlent un bus ou des commerces est d'une stupidité sans nom. Mais la violence policière s'avère tout aussi inacceptable."*

Il soutient néanmoins la posture de [Philippe Close](#) sur la qualification des faits. *"On ne peut pas jeter l'opprobre sur toute la police, argumente le président du PS. C'est pourquoi il parle toujours d'un problème de 'policiers violents' (et non de violences policières, NdLR), contre lesquels il faut lutter."*

Quant à l'arrêté d'interdiction de rassemblement de plus de trois personnes pris à Liège par Willy Demeyer – mesure sur laquelle il reconnaît avoir été initialement très sceptique –, Paul Magnette tranche finalement en faveur de la réalité du terrain. *"Cela a marché. Et sans qu'il doive interdire les manifestations."*